L. 13.168/2/V.
L. 13.169/2/V.

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre des vacations, saisi par le Vice-Premier Ministre, Ministre de la Défense nationale, le 28 juillet 1978, d'une demande d'avis sur :

1) un projet d'arrêté royal "relatif au passage des officiers du cadre de complément des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, dans le cadre des officiers de carrière",

2) un projet d'arrêté ministériel "relatif au passage des officiers du cadre de complément des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical dans le cadre des officiers de carrière",

a donné le 23 août 1978 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede vakantiekamer, de 28e juli 1978 door de Vice-Eerste Minister, Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over :

1) een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de overgang van de officieren van het aanvullingskader van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst naar het kader van de beroepsofficieren",

2) een ontwerp van ministerieel besluit "betreffende de overgang van de officieren van het aanvullingskader van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst naar het kader van de beroepsofficieren",

heeft de 23e augustus 1978 het volgend advies gegeven :

Le projet d'arrêté royal relatif au passage des officiers du cadre de complément des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, dans le cadre des officiers de carrière est pris en exécution de la loi du 13 juillet 1976 relative aux effectifs en officiers et aux statuts du personnel des forces armées.

Le projet d'arrêté ministériel relatif au passage des officiers du cadre de complément des forces terrestre, aérienne et navale et du service médical, dans le cadre des officiers de carrière fixe un certain nombre de règles en exécution du projet d'arrêté royal précité.

Il s'indique de procéder à un examen commun des deux projets.

*

PREAMBULES.

Le visa, au premier alinéa du préambule des deux projets, de la loi précitée du 13 juillet 1976, gagnerait en précision à être rédigé comme suit :

"Vu la loi du 13 juillet 1976 relative aux effectifs en officiers et aux statuts du personnel des forces armées, notamment les articles 41, 42 et 45".

*

EXAMEN DU TEXTE.

Article ler du projet d'arrêté royal.

Le paragraphe ler rappelle inutilement certaines dispositions de la loi du 13 juillet 1976. Il gagnerait à être rédigé comme suit :

"§ ler. Le nombre d'officiers de complément qui peuvent être admis dans le cadre de carrière est réparti par corps, par régime linguistique et éventuellement par sexe.

Le passage dans le cadre de carrière s'effectue dans un des corps de la force à laquelle appartient l'intéressé.

Toutefois, les officiers du corps du personnel naviguant de la force aérienne ne peuvent être admis que dans ce corps".

Article 2 du projet d'arrêté royal.

A l'alinéa ler, il serait préférable d'écrire :

"Dans chaque force et au service médical, il est constitué un comité de sélection chargé de classer les candidats en exécution de l'article 41, 3°, de la loi du 13 juillet 1976, relative aux effectifs en officiers et aux statuts du personnel des forces armées".

.../...

Article 4 du projet d'arrêté royal.

L'article 41 de la loi du 13 juillet 1976, fixe les conditions d'admission dans le cadre de carrière.

Le candidat doit notamment "avoir été classé en ordre utile, en fonction du nombre de places fixé conformément à l'article 42, selon les règles déterminées par le Roi" (article 41, 3°).

Les règles prévues à l'article 2 du projet d'arrêté ministériel sont relatives au classement des candidats et doivent donc être arrêtées par le Roi.

Il est, dès lors, proposé de remplacer l'article 4 du projet d'arrêté royal par le texte suivant, qui substitue au concept "la valeur du candidat" qui manque de précision et est de nature à éluder les résultats obtenus à l'épreuve de sélection, celui de "la manière de servir".

"Article 4.-

§ 1er. Pour établir le classement prévu à l'article 2, le comité tient compte :

1° de l'ancienneté de service;
2° de la manière de servir du candidat;
3° du résultat obtenu à l'épreuve de sélection.

Un tableau de classement des candidats est établi en fonction des nombres visés à l'article 1er.

.../...

§ 2. L'ancienneté de service est notée par le comité de sélection sur un maximum de 10 points; il est attribué à chaque candidat deux points par année complète de service accomplie dans le cadre de complément à partir de la troisième année, et deux points pour l'année en cours au moment du classement.

§ 3. La manière de servir du candidat est notée sur 40 points, sur base des avis émis en vertu de l'article 1er, § 2, et du contenu de son dossier personnel.

§ 4. Le résultat visé au § 1er, 3°, est calculé sur 50 points.

§ 5. Si deux candidats obtiennent le même total de points, priorité est donnée à celui qui a obtenu la note la plus élevée pour l'ancienneté de service. S'ils ont obtenu la même note, priorité est donnée au plus ancien dans le cadre de complément, et ensuite au plus âgé".

Le paragraphe 2 de l'article 4 du projet, qui est superflu, a été omis.

Articles 5 et 6 du projet d'arrêté royal.

Pour être admis dans le cadre de carrière, le candidat doit "avoir subi avec succès la formation que le Roi détermine" (loi du 13 juillet 1976, article 41, 4°).

.../...

L'article 5 du projet d'arrêté royal, en son § ler, se borne à rappeler cette disposition et, en son § 2, subdélègue au Ministre de la Défense nationale le pouvoir de fixer la durée, le programme et les conditions de réussite de cette formation. Le § 3 énonce une règle relative à l'échec du candidat à l'issue de la formation complémentaire, et qui est reprise, dans une version différente, à l'article 4 du projet d'arrêté ministériel.

Quant à l'article 6, il n'a d'autre portée réelle que de préciser que l'admission dans le cadre de carrière est prononcée par le Roi.

Les règles prévues aux articles 3 et 4 du projet d'arrêté ministériel sont relatives à la formation à donner aux officiers du cadre de complément et doivent donc être arrêtées par le Roi.

Il est, dès lors, proposé de remplacer les articles 5 et 6 du projet d'arrêté royal par le texte suivant :

"Article 5.-

La formation visée à l'article 41, 4°, de la loi du 13 juillet 1976 a une durée d'un an au plus, et comprend des cours portant sur :

1° la deuxième langue nationale;
2° l'organisation et la gestion des forces armées;
3° la technologie en informatique, en armement et balistique, en mécanique appliquée et en télécommunications;
4° le droit;

.../...

5° la psychologie du commandement;
6° l'art militaire;
7° l'éducation physique.

L'enseignement des matières à caractère scientifique est fondé sur les connaissances acquises au cours des études secondaires supérieures.

Au cours de la formation, le candidat doit rédiger une étude personnelle en relation avec l'une des matières enseignées.

Article 6.-

§ 1er. A l'issue de la formation, les candidats subissent un examen comprenant des épreuves écrites ou orales qui portent sur les matières enseignées, à l'exception de la deuxième langue nationale.

§ 2. Le jury d'examen est composé d'un officier supérieur qui le préside et de trois officiers. Il est assisté du titulaire du cours.

§ 3. La note finale attribuée à l'issue de la formation est la moyenne pondérée des notes reçues à l'examen et des notes reçues en cours de formation, à l'exclusion de celles qui sont relatives à la deuxième langue nationale.

Le travail accompli en cours de formation et l'examen ont une importance égale.

Pour réussir, le candidat doit obtenir la moitié des points.

.../...

§ 4. Le candidat qui a échoué est admis à représenter l'examen dans les trois mois qui suivent l'échec. Il ne peut, toutefois, suivre de nouveau les cours. Un second échec est définitif en ce qui concerne le recrutement en cours.

Article 7.-

La formation visée à l'article 5 est remplacée pour les officiers médecins, pharmaciens, dentistes et vétérinaires, par la formation à l'école d'application du service médical visée à l'article 17 de l'arrêté royal du 20 juin 1975, relatif au recrutement, à la formation et à l'avancement des candidats officiers médecins, pharmaciens, dentistes et vétérinaires de carrière.

Article 8.-

L'admission dans le cadre de carrière est prononcée par le Roi".

L'article 7 du projet deviendrait alors l'article 9, qui pourrait être rédigé comme suit :

"Article 9.-

Les articles 5 et 6 ne sont pas applicables aux candidats appartenant au corps ... (comme au projet)".

*

.../...

Projet d'arrêté ministériel.

Compte tenu des observations qui précèdent, les articles 2, 3 et 4 du projet d'arrêté ministériel doivent être omis et l'article 1er devient l'article unique de celui-ci. Cet article n'appelle pas d'observations.

Het ontwerp van koninklijk besluit betreffende de overgang van de officieren van het aanvullingskader van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst naar het kader van de beroepsofficieren is vastgesteld ter uitvoering van de wet van 13 juli 1976 betreffende de getalsterkte aan officieren en de statuten van het personeel van de krijgsmacht.

Het ontwerp van ministerieel besluit betreffende de overgang van de officieren van het aanvullingskader van de land-, de lucht- en de zeemacht en van de medische dienst naar het kader van de beroepsofficieren stelt een aantal regels ter uitvoering van het hiervoren vermelde ontwerp van koninklijk besluit.

Het ligt dan ook voor de hand dat beide ontwerpen samen worden onderzocht.

*

AANHEF.

De verwijzing, in het eerste lid van de aanhef van beide ontwerpen, naar de eerdervermelde wet van 13 juli 1976 kan nauwkeuriger als volgt worden geredigeerd :

"Gelet op de wet van 13 juli 1976 betreffende de getalsterkte aan officieren en de statuten van het personeel van de krijgsmacht, inzonderheid op de artikelen 41, 42 en 45;".

*

.../...

ONDERZOEK VAN DE TEKST.

Artikel 1 van het ontwerp-koninklijk besluit.

Paragraaf 1 bevat een nodeloze herhaling van sommige bepalingen van de wet van 13 juli 1976. De tekst zou beter als volgt worden geredigeerd :

"§ 1. Het aantal aanvullingsofficieren die in het beroepskader kunnen worden opgenomen, kan worden verdeeld per korps, per taalstelsel en eventueel per geslacht.

De overgang naar het beroepskader geschiedt in een van de korpsen van het krijgsmachtdeel waartoe de betrokkene behoort.

Officieren van het korps van het varend personeel van de luchtmacht kunnen echter alleen in dat korps worden opgenomen".

Artikel 2 van het ontwerp-koninklijk besluit.

Het verdient aanbeveling het eerste lid als volgt te redigeren :

"Bij elk krijgsmachtdeel en bij de medische dienst wordt een selectiecomité opgericht dat ermee belast is de kandidaten te rangschikken ter uitvoering van artikel 41, 3°, van de wet van 13 juli 1976 betreffende de getalsterkte aan officieren en de statuten van het personeel van de krijgsmacht".

.../...

Artikel 4 van het ontwerp-koninklijk besluit.

Artikel 41 van de wet van 13 juli 1976 bepaalt de voorwaarden voor opneming in het beroepskader.

De kandidaat moet onder meer "volgens de regels die de Koning vaststelt, nuttig gerangschikt zijn met het oog op het begeven van het aantal plaatsen dat overeenkomstig artikel 42 wordt vastgesteld" (artikel 41, 3°).

De regels die zijn gesteld in artikel 2 van het ontwerp-ministerieel besluit hebben betrekking op de rangschikking van de kandidaten en moeten dus door de Koning worden vastgesteld.

Derhalve wordt voorgesteld artikel 4 van het ontwerp-koninklijk besluit te vervangen door de volgende tekst, waarin het begrip "de wijze van dienen" in de plaats komt van het vage begrip "de waarde van de kandidaat", dat gehanteerd zou kunnen worden om de bij het selectie-examen behaalde uitslagen over het hoofd te zien :

"Artikel 4.-

§ 1. Voor het opmaken van de in artikel 2 bedoelde rangschikking houdt het comité rekening met :

1° de dienstanciënniteit;

2° de wijze van dienen van de kandidaat;

3° de uitslag van het selectie-examen.

.../...

Een rangschikkingstabel wordt opgemaakt met inachtneming van de in artikel 1 bedoelde aantallen.

§ 2. De dienstanciënnitêit wordt door het selectiecomité berekend op een maximum van tien punten; aan elke kandidaat worden twee punten toegekend per volledig dienstjaar in het aanvullingskader gepresteerd vanaf het derde jaar, en twee punten voor het jaar dat loopt op het tijdstip van de rangschikking.

§ 3. De wijze van dienen van de kandidaat wordt op 40 punten gewaardeerd, op grond van de krachtens artikel 1, § 2, uitgebrachte adviezen en van de inhoud van zijn persoonlijk dossier.

§ 4. De uitslag bedoeld in § 1, 3°, wordt op 50 punten berekend.

§ 5. Als twee kandidaten hetzelfde puntentotaal behalen, wordt voorrang gegeven aan degene die voor de dienstanciënniteit het hoogste cijfer heeft behaald. Behalen zij hetzelfde cijfer, dan wordt voorrang gegeven aan de oudstbenoemde in het aanvullingskader en vervolgens aan de oudste in jaren".

Paragraaf 2 van artikel 4 van het ontwerp is als overbodig weggelaten.

.../...

Artikelen 5 en 6 van het ontwerp-koninklijk besluit.

Om in het beroepskader te worden opgenomen moet de kandidaat "de door de Koning bepaalde vorming met goede uitslag gevolgd hebben" (wet van 13 juli 1976, artikel 41, 4°).

In artikel 5 van het ontwerp-koninklijk besluit is § 1 slechts een herhaling van die bepaling en § 2 draagt de bevoegdheid tot het bepalen van de duur, het programma en de vereisten om voor die opleiding te slagen, over aan de Minister van Landsverdediging. Paragraaf 3 stelt een regel die betrekking heeft op de afwijzing van de kandidaat bij het einde van de aanvullende opleiding, en die in een andere versie overgenomen is in artikel 4 van het ontwerp-ministerieel besluit.

Artikel 6 van zijn kant wil in feite alleen preciseren dat de beslissing over de opneming in het beroepskader door de Koning wordt genomen.

De regels van de artikelen 3 en 4 van het ontwerp-ministerieel besluit hebben betrekking op de opleiding die de officieren van het aanvullingskader moeten krijgen en moeten dus door de Koning worden vastgesteld.

Derhalve wordt voorgesteld de artikelen 5 en 6 van het ontwerp-koninklijk besluit door de volgende tekst te vervangen :

"Artikel 5.-

De opleiding bedoeld in artikel 41, 4°, van de wet van 13 juli 1976 duurt ten hoogste een jaar en omvat lessen over :

.../...

1° de tweede landstaal;

2° de organisatie en het beheer van de krijgsmacht;

3° de technologie in de informatica, in de bewapening, in de ballistiek, in de toegepaste mechanica en in de telecommunicaties;

4° het recht;

5° de psychologie van de bevelvoering;

6° de krijgskunde;

7° de lichamelijke opvoeding.

Het onderwijs in de vakken van wetenschappelijke aard stoelt op de kennis die in het hoger secundair onderwijs is verworven.

In de loop van de opleiding moet de kandidaat een persoonlijk werkstuk opstellen in verband met een van de onderwezen vakken.

Artikel 6.-

§ 1. Bij het einde van de opleiding leggen de kandidaten een examen af dat bestaat uit schriftelijke of mondelinge gedeelten over de onderwezen vakken, met uitzondering van de tweede landstaal.

§ 2. De examencommissie is samengesteld uit een hoofdofficier, voorzitter, en drie officieren. Zij wordt bijgestaan door de lesgever.

.../...

§ 3. Het eindcijfer dat bij het einde van de opleiding wordt toegekend is het gewogen gemiddelde van de cijfers die bij het examen en die welke tijdens de opleiding zijn behaald, met uitsluiting van de cijfers die betrekking hebben op de tweede landstaal.

Het tijdens de opleiding gepresteerde werk en het examen hebben gelijke waarde.

Om te slagen moet de kandidaat de helft van de punten behalen.

§ 4. Niet geslaagde kandidaten mogen binnen drie maanden het examen opnieuw afleggen. Zij mogen de lessen echter niet opnieuw volgen. Aan hen die voor de tweede maal niet geslaagd zijn, wordt voor de lopende werving geen herkansing meer verleend.

Artikel 7.-

Voor de officieren-geneesheren, -apothekers, -tandartsen en -dierenartsen wordt de in artikel 5 bedoelde opleiding vervangen door de opleiding in de applicatieschool van de medische dienst, bedoeld in artikel 17 van het koninklijk besluit van 20 juni 1975 betreffende de werving, de opleiding en de bevordering van de kandidaat-beroepsofficieren-geneesheren, -apothekers, -tandartsen en -dierenartsen.

Artikel 8.-

De beslissing over de opneming in het beroepskader wordt door de Koning genomen".

.../...

Artikel 7 van het ontwerp wordt dan artikel 9, waarvan de tekst als volgt kan worden geredigeerd :

"Artikel 9.-

De artikelen 5 en 6 zijn niet van toepassing op de kandidaten die behoren tot het korps van het varend personeel van de luchtmacht ... (voorts zoals in het ontwerp)".

*

Ontwerp van ministerieel besluit.

Wegens de hiervoren gemaakte opmerkingen moeten de artikelen 2, 3 en 4 van het ontwerp-ministerieel besluit vervallen en wordt artikel 1 het enig artikel van dat besluit. Bij dat artikel zijn geen opmerkingen te maken.

La chambre était composée de

Messieurs : J. SAROT, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

C. GREGOIRE, conseillers d'Etat,
J. van den BOSSCHE, staatsraden,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,
C. DESCHAMPS, bijzitters van de afdeling wetgeving,

W. GENARD, greffier.
griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. van den BOSSCHE.

Le rapport a été présenté par M. J.-C. GEUS, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. van den BOSSCHE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J.-C. GEUS, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

W. GENARD. J. SAROT.